

Avis commun des Parcs Naturels Régionaux du Nord-Pas de Calais sur le projet de Schéma Régional du Climat, de l'air et de l'énergie

Les Syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux, des partenaires légitimes

Le projet de Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) du Nord-Pas de Calais transmis le 15 septembre 2011 pour avis est un document cadre ambitieux et précis sur un certain nombre d'objectifs à atteindre.

En cela, il fait écho **globalement aux attentes des politiques des Syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux transcrites dans leurs chartes** respectives. En effet, la lutte contre le réchauffement climatique constitue une priorité pour nos territoires au travers d'un grand nombre d'orientations intéressant les domaines d'intervention suivants :

l'organisation des territoires et la mobilisation des acteurs autour du « climat »,
la gestion économe de l'espace,
la valorisation des systèmes herbagers dans le cadre d'une agriculture durable,
le renforcement de la biodiversité au travers de la mise en œuvre de la trame verte et bleue,
le développement des énergies renouvelables.

Par ailleurs, **l'engagement des Syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux** avec les SCOT et/ou EPCI et pays sur **l'élaboration et la mise en œuvre des Plans Climat Territoriaux, et des Plans Climat Energie Territoriaux** au titre des récentes obligations réglementaires, témoigne de la volonté affichée de décliner concrètement et collectivement, dans les politiques publiques locales, les actions répondant aux enjeux identifiés par le SRCAE.

Enfin, les chartes de Parc sont reconnues **agenda 21** témoignant d'une expérience en matière de mobilisation des partenaires et d'évaluation propice à la mise en œuvre des objectifs exprimés dans le SRCAE

Ainsi, les Syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux sont des acteurs concernés en priorité pour les raisons explicitées ci-dessus mais aussi parce que :

- Le Conseil Régional a réglementairement l'initiative de la création et du renouvellement des territoires de Parc. L'Etat quant à lui renouvelle le classement au vu de la qualité du projet de territoire. Ainsi, l'Etat et le Conseil Régional, co-opérateurs du suivi de la politique du SRCAE, peuvent légitimement être **en attente de la contribution des territoires des Parcs à la mise en œuvre du SRCAE.**

- Les territoires de Parc ont **réglementairement pour mission la réalisation d'actions expérimentales ou exemplaires** dans les domaines de la protection du patrimoine, de l'aménagement du territoire, du développement économique, social et culturel ou encore de l'accueil et éducation du public. Ces missions expérimentales trouvent de nombreux terrains d'application dans le SRCAE

- Les SCOT doivent être directement compatibles avec les chartes de Parc, ce qui n'est pas le cas avec le SRCAE.

Pour ces raisons, il **est surprenant de constater** en page 17 du projet de SRCAE que les chartes de Parc ne sont pas mentionnées comme des stratégies infrarégionales.

Une territorialisation des objectifs et indicateurs inexistante, une gouvernance et des évaluations qui restent à construire pour la mise en œuvre.

Conformément à la loi, un comité de pilotage a été constitué pour élaborer le SRCAE, et sa mission sera poursuivie dans les phases d'évaluation et d'éventuelle révision du document. Cependant, **rien n'est précisé sur la question de la gouvernance** au moment de sa mise en œuvre, **ni sur la méthode et les moyens** financiers et humains qui seront dégagés pour l'atteinte des objectifs, alors même que ces éléments sont déterminants dans la conduite du projet. Seule une liste d'«acteurs concernés en priorité» et des indicateurs de suivi sont précisés.

Il est donc souhaitable que les pistes d'actions identifiées comme des conditions de réussite des orientations s'inscrivent dans des programmes structurés et hiérarchisés.

La diversité des territoires de la Région Nord-Pas de Calais, tant dans leur histoire et leur géographie que dans leur dynamique de développement implique nécessairement une méthode d'application du SRCAE. Faire l'impasse de la nécessaire **adaptation des objectifs** du SRCAE à la **spécificité des territoires** posera rapidement le problème de la capacité des acteurs locaux à décliner de façon homogène les objectifs du SRCAE, objectifs généraux et, pour certains d'entre eux, ambitieux au regard de l'histoire du Nord-Pas de Calais. Il s'agit donc de définir collectivement «l'effort» à fournir pour chaque territoire au regard de sa politique d'aménagement pour éviter l'application «de la règle de trois», par défaut d'autre méthode, pour traduire les objectifs à valeur quantitative.

Cette déclinaison territoriale pourrait être envisagée au travers des plans climat territoriaux existants et des démarches des territoires de projet pertinents selon les domaines d'intervention identifiés dans le schéma.

Par ailleurs, si l'articulation réglementaire avec les documents de planification est présentée en page 18 du projet de SRCAE, en revanche aucun exercice de **définition des principes d'articulation avec d'autres documents existants ou en cours** n'a été réalisé : chartes de Parc, volet «climat» du SRADT par exemple. Ce préalable aurait permis une mise en cohérence entre les documents, notamment en terme de stratégie sur l'aménagement du territoire en particulier en milieu rural ou périurbain. Cela aurait également facilité le travail incontournable de **consolidation des objectifs** au niveau régional.

Ce manque d'articulation avec les documents existants renvoie également à la question de la gouvernance et de la co-construction de projet. En effet, la majorité de ces documents existants (SRADT, chartes de Parc, STE...) ont fait l'objet de démarches participatives et souvent d'une co-construction technique et politique.

L'expérience des syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux, notamment au moment de la révision de leurs chartes, montre qu'il est fondamental de rechercher le juste équilibre des différentes composantes d'un territoire et de faire partager le projet.

Ainsi, la consolidation des objectifs du SRCAE par les réponses que pourront apporter les territoires infra-régionaux constituera une étape essentielle. Ces réponses seront bien évidemment différentes, selon que l'on se situe dans des espaces urbains en restructuration, des territoires rurbains en développement, des territoires ruraux en quête de nouvelle identité ou des espaces industriels en mutation.

A minima, il paraît nécessaire d'associer les syndicats mixtes des Parcs naturels régionaux à l'instance de suivi du SRCAE afin de bâtir une consolidation du SRCAE par les projets territoriaux.

Concernant l'évaluation des impacts du SRCAE, si celle-ci est effective pour les aspects énergétiques ou climatiques, les syndicats mixtes des parcs naturels régionaux regrettent que **les enjeux en matière de paysage ne soient pas soulignés** dans le SRCAE, alors que de nombreuses décisions énergétiques influenceront sur les paysages régionaux. Seule l'annexe du Schéma régional éolien évoque de fait ce point, mais d'autres sujets du SRCAE auront des conséquences sur les paysages (politique de boisement, stratégie de développement des infrastructures et d'urbanisation, distribution électrique, implantation d'autres énergies que l'éolien comme les centrales type photovoltaïques...).

Enfin, en termes de méthode, le document n'a pas fait l'objet ou n'en fait pas état d'une **analyse socioéconomique** : un certain nombre d'orientations (sur le bois énergie et plus globalement les énergies renouvelables par exemple) constituent un potentiel de développement économique. Le SRCAE s'est efforcé de préciser les indicateurs de contribution des orientations par rapport aux objectifs environnementaux, énergétiques ou climatiques.

L'exercice aurait pu être complété par des indicateurs liés à l'emploi, terreau d'une mobilisation des acteurs économiques propices à la concrétisation des objectifs du SRCAE

Des orientations en aménagement du territoire à clarifier

Pour illustrer la nécessité d'une territorialisation et d'une consolidation des objectifs du SRCAE, les orientations relevant de l'aménagement du territoire nécessitent un dialogue et une compréhension mutuelle

Sur l'orientation AT2 « freiner l'étalement urbain en favorisant l'aménagement de la ville sur elle-même » qui fixe un objectif à horizon 2020 de « limiter à 500 ha/an l'extension de l'artificialisation des sols, et donc de diviser par 3 la dynamique d'artificialisation des sols observée entre 1998 et 2005 », il conviendrait d'intégrer à l'application de cet objectif plusieurs paramètres, dont :

- l'état d'artificialisation des sols des territoires infra régionaux,
- son évolution dans le temps,
- les efforts déjà consentis pour la maîtrise de l'étalement urbain et l'artificialisation des sols,
- les stratégies des territoires et leur contexte spécifique.

Cette approche complémentaire permettrait de mieux prendre en compte la diversité des situations des territoires de projet qui composent la Région Nord Pas de Calais.

Par ailleurs, pour que les objectifs déclinés au niveau local puissent être comparables entre eux, il est nécessaire de définir précisément, et de façon partagée les éléments suivants :

- Qualification d'un sol artificialisé (zone AU des PLU ? photo aérienne de l'usage des sols ?).
- Prise en compte au sein d'une entité dite « artificialisée » des aménagements positifs en terme de captation du carbone.
- Année ou période de référence.
- Les efforts déjà consentis par le territoire d'une part dans la qualité de la recherche d'équilibre de toutes les composantes du projet de développement, à l'instar du travail qui a été fait justement par le SRCAE sur l'évaluation du potentiel des énergies renouvelables¹, d'autre part, dans la valorisation optimale de la capacité « captation carbone » de chacune de ces composantes obtenue par une approche qualitative des aménagements.

Les ateliers méthodologiques du foncier et/ou la conférence régionale du foncier pourraient constituer des lieux de travail collectifs pour affiner ces éléments

De même, une certaine contradiction existe entre les deux objectifs affichés dans l'orientation AT3 « Augmenter quantitativement et qualitativement la surface des espaces boisés et forestiers et pérenniser les surfaces en prairies ». En effet, le doublement du boisement à échéance de 2030 (850 ha /an d'ici 2020) ne peut être envisagé que très majoritairement sur les terres agricoles², alors même que pour ces dernières, le maintien des surfaces en prairies, voire à échéance plus lointaine (après 2020) l'augmentation de leur part au sein de la Surface Agricole Utile sont des objectifs également identifiés.

La préservation des prairies s'en trouve mathématiquement contrariée, et plus particulièrement dans les secteurs où prédomine l'élevage et donc les systèmes agricoles herbagers.

Une attention particulière doit donc être apportée sur les territoires de parcs afin de conserver les milieux ouverts prairiaux, le boisement devant se faire de toute façon au regard du potentiel écologique des parcelles concernées.

En tout état de cause, même à la faveur d'un taux d'artificialisation du fait urbain revu à la baisse, qui génèrerait une économie substantielle des terres agricoles, la réduction de la surface en prairies restera une tendance lourde, avec ses conséquences en termes de démantèlement des exploitations agricoles et de risques d'agrandissement au profit de système plus intensifs, où la prairie aura moins sa place³.

¹ Considérant les objectifs internationaux et nationaux et les différences d'une région française à une autre à mobiliser les énergies renouvelables, il a été convenu que la Région Nord-Pas de Calais identifie dans ce domaine une notion d'effort par rapport un état de faits qui cumule retard et faiblesse du potentiel, plutôt que la stricte application d'un objectif supra-régional.

² Si les espaces dits « délaissés » sont identifiés comme prioritaires pour le boisement, ils ne représentent pas des surfaces significatives au sein de nos territoires, et leurs configurations parcellaires ne sont pas de nature à présenter un intérêt forestier évident pour une valorisation économique.

³ Un grand nombre de prairies est aujourd'hui protégé au titre de la PAC, mais ... jusqu'à cession du bail rural .

Cette problématique pose deux questions auxquelles le SRCAE ne répond pas :

1. d'une part les moyens d'une réorientation de l'agriculture herbagère, puisque l'objectif du maintien, et a fortiori l'augmentation de la part des prairies, laisse à penser qu'une compensation de la perte de prairies doit être envisagée pour atteindre ces objectifs. Cela implique que tout hectare de prairie compensé devra être intégré, en tout ou partie, au sein des exploitations agricoles restantes, dont la compatibilité avec leurs systèmes d'exploitation sera à rechercher. Un travail ambitieux est à engager dans le cadre des dispositifs de la Politique Agricole Commune, en vue de bénéficier d'une valorisation de l'herbe suffisamment attractive pour répondre à ce changement structurel des exploitations agricoles.
2. d'autre part, la nécessaire recherche d'équilibre entre le boisement et l'activité agricole, qui devra prendre en compte la dimension socio-économique de développement du territoire. Que souhaite-t-on privilégier, puisque force est de constater que généralement le développement de l'un se fera au détriment de l'autre, et quelle est la plus-value sur un plan socio-économique et écologique apportée par les nouveaux boisements, dont une très grande partie est motivée par une vocation cynégétique? A contrario, la prairie peut constituer un support favorable au développement de la Trame Bleue et Verte et contribuer ainsi au maintien de l'agriculture et au développement de principes d'une agriculture durable.

Une attention particulière devrait être apportée au boisement linéaire permettant à la fois le maintien de l'activité agricole et en priorité des prairies et la reconstruction d'un maillage bocager.

Les orientations sectorielles du SRCAE : analyse et remarques

Les orientations liées au transport de voyageurs abordent la problématique des transports sous un angle très urbain et traduisent un manque d'ambition sur cette thématique en milieu rural.

Pourtant, le développement coordonné des transports collectifs apparaît un enjeu fort en milieu rural et périurbain et constitue une réelle orientation pour répondre à l'enjeu lié à l'énergie, à la qualité de l'air ou à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. En effet, les réseaux de transports sont existants en milieu rural mais souvent gérés par des structures différentes. Bien que le développement de l'intermodalité soit envisageable, elle ne se fait pas ou se fait mal (inadéquation entre les différents horaires par exemple). Aussi, une meilleure coordination entre les modes de transports en milieu rural devrait permettre de constituer un maillage à l'échelle régionale qui favorise un développement équilibré du territoire.

Les orientations du SRCAE liées au secteur du bâtiment existant fixent un certain nombre d'objectifs pour la réhabilitation thermique des logements antérieurs à 1975 d'ici 2030 et des points de vigilance. Toutefois, les objectifs fixés en matière de réhabilitation thermique des logements n'intègrent pas la valeur patrimoniale du bâti et la nécessité de prendre en compte les caractéristiques du bâti existant.

Pourtant, des politiques de réhabilitation uniformes pourraient contribuer d'une part à la mise en œuvre de principes d'isolation inadaptés, en terme technique et de coût (ex. matériaux d'isolation pour une maison du début du 19^{ème} siècle en briques et une maison des années 60 peuvent être différents) et d'autre part à la disparition de l'intérêt patrimonial d'une partie du

bâti à l'échelle régionale (isolation par l'extérieur) sans pour autant répondre aux objectifs fixés en matière de réhabilitation thermique.

L'éco-rénovation et l'éco-construction seraient des pistes intéressantes à introduire dans le SRCAE. De même, le SRCAE pourrait indiquer dans les « points de vigilance » la nécessité de mener des travaux d'isolation adaptés au bâti ancien.

Par ailleurs, le « tout gaz naturel » atteindra rapidement ses limites, notamment au regard des formes d'habitat présentes dans le Nord/Pas-de-Calais peu adaptées à l'organisation de l'approvisionnement de cette ressource.

Si les outils financiers peuvent constituer des leviers efficaces, le confortement des dispositifs de conseil, d'incitation, organisés en réseau est fondamental. La multiplication des Espaces Infos Energie est une bonne ambition pour atteindre les objectifs visés par le schéma. De même, le soutien à des Assistances à Maîtrise d'Ouvrage et le développement de la formation du monde professionnel sont des axes de travail à prioriser.

Enfin, l'ambition sur les territoires de Parc pour la valorisation du bois-énergie est importante : la quantité de bois utilisable amène à des objectifs de consommation de bois en augmentation, et non en stagnation comme précisé dans le SRCAE. De plus, le développement de la filière bois énergie valorisant notamment le bois issu de l'entretien de haies bocagères contribue au maintien d'un paysage emblématique mais également à préserver des éléments majeurs de la trame verte régionale.

Les objectifs généraux assignés aux orientations portant sur l'agriculture atteindront toute leur pertinence que s'ils sont déclinés par système d'exploitation agricoles, dont l'impact de chacun en émission de GES (élevage, polyculture et grandes cultures céréalières) peut être effectivement très différent.

De même, il serait intéressant de bien distinguer les consommations d'énergies directes et indirectes, d'autant plus justifié dans le domaine de l'agriculture que les secondes représentent généralement le double des premières (impact de la fabrication des intrants qui, de plus, sont importés).

L'objectif de réduction des apports azotés répond à la stricte application de différentes directives, et plus particulièrement de la directive Nitrates ; Cet objectif occulte donc les marges d'amélioration possibles et confirmées sur les territoires des Parcs, par l'adoption de nouvelles pratiques, notamment la valorisation des systèmes herbagers économes en intrants et la recherche d'une plus grande autonomie fourragère par la diversification des systèmes fourragers en remplacement des systèmes « Maïs ».

Une action concernant le développement du compostage pourrait être envisagée.

L'axe sur le développement des énergies renouvelables au sein des exploitations agricoles mériterait d'être conforté. Des marges d'amélioration sont possibles sur le chauffage des bâtiments d'élevage, des serres, sur le fonctionnement des séchoirs, tank à lait (chaudières biomasse, échangeur de chaleur, solaire thermique,...).

Concernant les orientations liées aux modes de production, les syndicats mixtes des parcs naturels régionaux se sont donnés des ambitions importantes concernant la promotion des circuits courts alimentaires qui passent par la structuration collective de l'offre et la mise en réseau des acteurs locaux qu'il convient collectivement d'accompagner.

En ce qui concerne les modes de production sobres en carbone, la marque Parc encadrée au niveau national peut au même titre que la marque « saveurs en'Or » être citée.

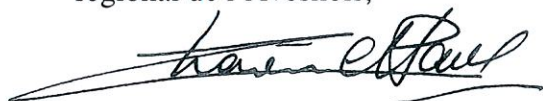
A noter que l'action proposée de réaliser une analyse détaillée des productions agricoles régionales et de développer une stratégie durable d'approvisionnement local a déjà été faite à l'occasion du travail mené par le réseau rural Nord Pas de Calais.

Sur le développement des Energies Renouvelables(ENR), la contribution de la Région Nord/Pas-de-Calais à l'effort national de promotion d'énergie renouvelable est ambitieuse, puisqu'il s'agit de multiplier par 4 la part des ENR dans le mix énergétique d'ici 2020. Créer des outils financiers, facilitant le passage à l'acte des particuliers, des collectivités et des entreprises constituera une réponse déterminante.

La part représentée par les agro-carburants est significative, soit près d'1 /3 de l'objectif. Il convient toutefois d'être vigilant puisqu'il est rappelé que des incertitudes subsistent sur les impacts environnementaux liés aux changements d'usage de sols générés directement ou indirectement par le développement des agro-carburants. Par ailleurs, aucune prévision ne peut être réalisée quant à l'impact économique de l'évolution de la filière « agro-carburant » sur l'évolution du prix des denrées alimentaires.

Miser sur toutes les ENR sera donc une condition de réussite à l'objectif que le SRCAE s'est fixé.

Le Président du Parc naturel
régional de l'Avesnois,



Paul RAOULT.

Le Président du Parc naturel
régional Scarpe-Escout,



Daniel MIO.

